



Liberté . Égalité . Fraternité

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFET DU MORBIHAN**

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service eau, nature et biodiversité  
Unité gestion des procédures environnementales  
Florence NICOLAS - 02.56.63.74.76

**COMPTE-RENDU**  
***de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites***  
**Formation spécialisée des carrières**

***Réunion du 17 mai 2019***

La commission départementale des carrières s'est réunie le 17 mai 2019 à 10h00, à la préfecture du Morbihan, sous la présidence de Monsieur Cyrille LE VELY, Secrétaire général de la préfecture du Morbihan.

Etaient présents (avec droit de vote) :

- Mme Coralie Moulin, représentant la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – service du patrimoine naturel
- Mme Catherine Grandjean, représentant la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – unité départementale du Morbihan (mandat de M. Gavel)
- M. Jean-François Chauvet, représentant la direction départementale des territoires et de la mer – service eau, nature et biodiversité (mandat de M. Michel Lars - ARS)
- M. Jean-Michel Schroetter, représentant le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)
- Mme Dominique Williams, représentant l'association Eau et Rivières de Bretagne (mandat de M. Le Cleve)
- Mme Marie-Roberte Perron, représentant l'association UMIVEM
- M. Christophe Corlay, représentant les exploitants de carrières - Société des Carrières Bretonnes
- M. Médéric d'Aubert, représentant les exploitants de carrières – Société Carrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO)
- M. Romain Boutron, représentant les exploitants de carrières – Société Carrières Lessard

Etaient présents (sans droit de vote) :

- Mme Stéphanie Jouvin, représentant la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – service du patrimoine naturel (rapporteur)
- M. Jean-Louis Girard, direction départementale des territoires et de la mer – SENB – unité gestion des procédures environnementales
- Mme Florence Nicolas, direction départementale des territoires et de la mer – SENB – unité gestion des procédures environnementales
- M. Christian Corlay, secrétaire général de l'UNICEM Bretagne – en tant que personne qualifiée

Etaient absents :

- M. Yannig Gavel, représentant la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – unité départementale du Morbihan
- M. Michel Lars, représentant l'agence régionale de santé – délégation territoriale du Morbihan
- M. Jacques Le Ludec, conseiller départemental titulaire
- M. Michel Pichard, conseiller départemental suppléant
- M. Yves Bleunven, conseiller départemental titulaire
- M. Benoît Quero, conseiller départemental suppléant
- M. Luc Foucault – maire de Séné, représentant l'association des maires, titulaire
- M. Guy Hercend – maire de Etel, représentant l'association des maires, suppléant
- M. Michel Bainvel – maire de Baden, représentant l'association des maires, titulaire
- M. Paul Chapel – maire-adjoint de Carnac, représentant l'association des maires, suppléant
- Mme Mélanie Bardeau, représentant le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

- M. Patrice Le Penhuizic, représentant la chambre d'agriculture du Morbihan, titulaire
- M. Alain Guihard, représentant la chambre d'agriculture du Morbihan, suppléant
- M. Patrick Ruelland, représentant les exploitants de carrières – Société Carrières Charier CM
- M. Olivier Buecher, représentant les utilisateurs de matériaux de carrières – Société Lafargeholcim Bétons
- M. Régis Guillo, représentant les utilisateurs de matériaux de carrières – Société Colas Centre Ouest

Le quorum étant atteint, M. le président ouvre la séance (10 membres présents /17 et un mandat, soit 11 voix).

**Le procès-verbal de la réunion du 05 décembre 2018 est soumis à approbation.**

Le procès-verbal de la réunion du 05 décembre 2018 est approuvé.

**DOSSIER N° 1 – SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES DE BRETAGNE - SRC**

Version consolidée

Phase de consultation réglementaire – article L.515-3 du code de l'environnement

En introduction, Mme Jouvin rappelle les modalités de la procédure d'élaboration du projet de schéma régional des carrières de Bretagne. Celles-ci sont notamment définies par l'article L.515-3 du code de l'environnement :

*« -Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage, ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage. Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites.*

*Ce nouveau schéma se substituera aux quatre schémas départementaux des carrières actuellement en vigueur.*

***II.-Le schéma régional des carrières est élaboré par le préfet de région.***

*Le contenu du schéma, les modalités et les conditions de son élaboration, de sa révision et, le cas échéant, de sa modification sont précisés par décret en Conseil d'Etat.*

*Le schéma régional des carrières est élaboré après consultation :*

*1° Du plan régional de l'agriculture durable mentionné à [l'article L. 111-2-1](#) du code rural et de la pêche maritime ;*

*2° Des schémas départementaux ou interdépartementaux des déchets de chantier du bâtiment et de travaux publics ou, pour l'Ile-de-France, du schéma régional de ces déchets prévus à [l'article L. 541-14](#) du présent code.*

*Il est soumis à l'avis :*

*a) Des formations " carrières " des commissions départementales de la nature, des paysages et des sites des départements de la région ;*

*b) De l'organisme de gestion de tout parc naturel régional se trouvant dans l'emprise de la région tel que prévu à [l'article L. 333-1](#) ;*

*c) De l'établissement public d'un parc national en tant qu'il s'applique aux espaces inclus dans ce parc conformément à [l'article L. 331-3](#).*

*Il est également soumis, conformément à [l'article L. 112-3](#) du code rural et de la pêche maritime, en cas de réduction des espaces agricoles ou forestiers, à l'avis :*

*- de la chambre régionale d'agriculture ;*

*- de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée ;*

*- le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière.*

*Le schéma régional des carrières est ensuite concomitamment soumis à l'avis :*

*- du conseil régional ;*

*- des conseils départementaux des départements de la région ;*

*- des préfets de région des autres régions identifiées comme consommatrices de granulats ou de substances d'intérêt régional ou national extraits dans la région ;*

*- des formations " carrières " des commissions départementales de la nature, des paysages et des sites des départements, hors de la région, identifiés comme consommateurs de granulats ou de substances d'intérêt régional ou national extraits dans la région ;*

- des conseils régionaux des autres régions identifiées comme consommatrices de granulats ou de substances d'intérêt régional ou national extraits dans la région.

Les avis sont rendus dans un délai de deux mois suivant la réception de la demande. En l'absence de réponse, ils sont réputés favorables.

Le schéma régional des carrières est mis à disposition du public en application de [l'article L. 122-8](#) du présent code.

Il est approuvé par le préfet de région puis rendu public dans les conditions définies à [l'article L. 122-10](#).

Les autorisations et enregistrements d'exploitations de carrières délivrés en application du titre VIII du livre Ier et du présent titre doivent être compatibles avec ce schéma »

#### Élaboration du SRC en Bretagne :

Le SRC est élaboré par le préfet de Région, qui s'appuie sur un COPIL formé de 4 collèges (État, collectivités, professionnels et associations agréés) et de différents groupes de travail associant une centaine de personnes, dont certains membres de la CDNPS-formation carrières du Morbihan.

État des lieux de l'activité des carrières et évaluation de la ressource minérale terrestre : le BRGM a dressé un état des lieux durant environ une année.

Incidence juridique : les arrêtés d'autorisation relatifs aux carrières de chaque département seront compatibles avec le SRC ; les documents d'urbanisme (SCOT, ou à défaut PLUi, PLU, cartes communales) le prendront en compte.

M. Christian Corlay, secrétaire de l'UNICEM, présent à cette séance en tant que personne qualifiée, considère que la nouveauté de cette démarche est la prise en compte du SRC dans les différents documents d'urbanisme. Mais il fait part de son inquiétude quant à la notion d'opposabilité du SRC eu égard aux documents d'urbanisme, susceptible d'évoluer avec le projet de loi Elan.

Il note également que les gisements d'intérêts régional ou national seront qualifiés par le SRC. Or, en Bretagne, la majorité des sites ne sont ni d'intérêt régional, ni d'intérêt national.

Il s'interroge aussi sur le lien entre le SRC et le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires).

Mme Moulin rappelle que le SRC a une durée de vie de 12 ans mais qu'il fera l'objet d'un examen à mi-parcours, au bout de 6 ans. Le SRC prendra alors en compte les dispositions du SRADDET, notamment sur l'aspect gestion des déchets.

M. Le Vély rappelle qu'en Bretagne d'autres enjeux de territoire existent par ailleurs : d'une part, ceux liés à la loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite loi littoral et d'autre part, ceux liés à la loi Elan pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.

Il ajoute qu'il ne dispose pas, à ce jour, de beaucoup d'éléments en ce qui concerne la loi Elan.

M. Chauvet précise que les services de l'État communiqueront sur les incidences de la loi Elan dès qu'ils disposeront de plus d'informations.

Mme Williams fait part des inquiétudes de l'association Eau et Rivières de Bretagne sur la gestion des déchets inertes. En effet, le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), en cours d'élaboration sous l'autorité du Président du Conseil régional, ne suit pas le même calendrier d'élaboration que celui du SRC, quasiment finalisé.

Mme Jouvin répond que le SRC doit être approuvé avant le 01/01/2020, donc avant l'adoption du SRADDET prévue début 2020. Elle précise que le Conseil régional a intégré des éléments du SRC et a reçu les remarques de la DREAL sur le sujet.

M. Le Vély rappelle que le SRADDET et le PRPGD sont de la compétence de la Région et non de l'État ; ceci suppose une bonne coordination des différents intervenants aux différents échelons de l'élaboration des trois schémas. Il précise que les associations peuvent également participer aux divers groupes de travail mis en place.

Mme Williams confirme qu'il y a bien des représentants de l'association Eau et Rivières de Bretagne dans ces groupes de travail.

Elle exprime néanmoins son étonnement concernant le peu d'échanges entre les procédures d'élaboration des schémas au niveau régional.

M. le Vély indique que les services de l'État et ceux de la Région ont le souci de coordination et de cohérence dans l'instruction des dossiers. De nouvelles méthodes de travail émergent.

Mme Jouvin précise que le SRC est mis à la disposition du public et le SRADDET est soumis à enquête publique.

**Mme Jouvin poursuit la présentation de la démarche (voir document/diaporama ci-joint) :**

1. un état des lieux :
  - les carrières en Bretagne
  - les bassins de production
  - une synthèse des productions de matériaux
  - les capacités de production de granulats en carrières
2. les prospectives sur les besoins en granulats
3. les enjeux retenus
4. le scénario d'approvisionnement de référence
5. l'identification des gisements d'intérêt national et régional
  - les gisements techniquement exploitables d'intérêt national
  - les gisements techniquement exploitables d'intérêt régional
  - zoom sur le Morbihan
  - la prise en compte des sensibilités environnementales
6. les orientations et les mesures
  - zoom sur les mesures pour les documents d'urbanisme
  - zoom sur les mesures pour les dossiers de demandes
  - zoom sur les mesures pour les mesures « autres »
7. planning prévisionnel

planning prévisionnel 2019 :

- consultation des quatre CDNPS en mai/juin
- mise à disposition du public en septembre
- approbation par le préfet de région en octobre

\* \* \* \* \*

**M. Le Vély donne la parole aux membres de la commission.**

M. Christian Corlay souligne la responsabilité de tous ceux qui ont contribué à ce travail.

Il ajoute que la profession a le souci de la préservation de la biodiversité et que les carriers et les syndicats professionnels mènent régulièrement des actions en ce sens.

L'UNICEM porte notamment une charte environnementale, qui vise à accompagner des pratiques vertueuses.

Une charte RSE (responsabilité sociétale des entreprises) est également en cours d'élaboration. Ce document permettra la prise en compte par les entreprises, sur la base du volontariat, des enjeux sociaux et éthiques dans leurs activités (carrières, installations de recyclage, béton prêt à l'emploi).

M. Corlay précise que l'UNICEM est aussi associé à l'élaboration du plan déchets.

M. Schroetter ajoute que le SRC est un point d'étape de l'évaluation de la ressource en eau en Bretagne.

Il est nécessaire d'affiner les connaissances géologiques ; de nouvelles ressources sont à découvrir (exemple : gisements de feldspath pressentis). Il précise que l'exercice est difficile avec une vision régionale.

Mme Williams pose la question de la prise en compte de la biodiversité et de la préservation des ressources en eaux souterraines et de surface, dans un contexte de changement climatique.

Elle considère que les diagnostics sont trop imprécis lors de l'élaboration des études d'impact. Les ressources souterraines sont en effet susceptibles d'être impactées dès lorsqu'une excavation est réalisée. Elle estime crucial que cet aspect soit étudié de façon beaucoup plus détaillée.

M. Le Vély répond que le préfet est sensible à la protection et à la gestion des ressources. Il travaille notamment en lien avec les industriels de la filière agroalimentaire.

M. Chauvet rappelle que la Bretagne est un territoire sur lequel la problématique de la gestion de la ressource en eau (population / industriels) est importante.

M. Schroetter, confirme que la Bretagne est un secteur tendu en période de sécheresse. Par ailleurs, il précise qu'il est chef de projet au niveau régional concernant l'évolution des réserves minérales (recherche de nouvelles ressources pour pallier aux sables alluvionnaires).

Mme Williams souligne la nécessité de favoriser la connaissance des eaux souterraines qui jouent un rôle majeur dans l'alimentation en eau des bassins versants et notamment le soutien d'étiage.

Aucune autre remarque ou question n'est formulée sur ce dossier. Le projet de schéma régional des carrières est donc soumis au vote :

- Abstention : 2
- Avis défavorable : 0
- Avis favorable : 9

Mme Williams souhaite apporter une explication à son vote (abstention). Elle regrette en effet que les procédures du SRC, du SRADDET et du PRPGD n'aient pas été mises en œuvre de façon concomitante. Il existe de ce fait un décalage dans l'analyse de la réglementation (Code de l'environnement/Loi de transition énergétique pour la croissance verte). Mme Williams considère que le résultat de ces démarches n'est pas à la hauteur des attentes.

\*\*\*\*\*

M. Le Vély fait part de son prochain départ et remercie les membres de la commission pour leur participation aux différentes réunions de la CDNPS – formation carrières qu'il a présidé dans le Morbihan.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h30.

Le président



Cyrille LE VELY